

Monsieur le président,

Le Président de la République a engagé l'élaboration d'une stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté avec une ambition claire : rompre avec le déterminisme de la pauvreté dans notre pays. Il s'agit de proposer une nouvelle vision et une nouvelle ambition pour notre modèle social : miser sur l'investissement social et la prévention de la pauvreté d'une part, favoriser l'émancipation sociale par l'emploi en remettant le retour au travail et à l'activité au cœur de notre système social d'autre part.

Le constat est aujourd'hui connu : notre modèle a échoué à ramener à l'activité les bénéficiaires de minima sociaux, tandis que, concernant le revenu de solidarité active (RSA), les dépenses actives d'accompagnement ont été réduites de 40 % depuis 2008 alors que les dépenses passives d'allocation ont presque été multipliées par deux depuis 2008. Des départements contraints financièrement et des personnes sans solution d'accompagnement et sans perspective de retour à l'emploi, c'est exactement l'inverse d'une politique sociale efficace et légitime.

Notre système a mis de côté depuis trop longtemps les politiques d'accompagnement de nature à améliorer le parcours des allocataires du RSA. Les chiffres sont alarmants à chacune des étapes de ce parcours :

- six mois après une demande de RSA, 40 % des bénéficiaires ne sont pas orientés vers un accompagnement. Au bout de deux ans, ils sont encore 13 % à être totalement livrés à eux-mêmes ;
- parmi les bénéficiaires orientés, un sur deux n'a aucun contrat d'engagement, et donc pas de logique de droits et devoirs engagée ;
- l'accompagnement fonctionne souvent de manière binaire, sans prendre en compte la totalité des besoins. Ou bien on ne traite que des problèmes d'emploi, ou bien de problèmes sociaux, sans perspective de retour à l'emploi ;
- les sanctions à l'égard des allocataires ne respectant pas leurs engagements ou ayant des comportements frauduleux sont aujourd'hui prévues par des textes mais appliquées de façon très marginale.

.../...

Monsieur Mathieu KLEIN
Président du conseil départemental
de Meurthe-et-Moselle
48 Esplanade Jacques Baudot
54000 NANCY

Autant de failles dans nos politiques sociales qui ont des conséquences directes sur les personnes les plus précaires : 9 % seulement environ retrouvent un emploi chaque année et 66 % des allocataires le sont depuis au moins deux ans et un tiers depuis cinq ans ou plus.

C'est pourquoi je souhaite vous confier, ainsi qu'à Madame Claire PITOLLAT, députée des Bouches-du-Rhône, une mission sur l'insertion des bénéficiaires du RSA redonnant corps à notre volonté de placer au cœur de notre modèle social l'accompagnement des personnes. Cette mission s'effectuera auprès de Madame Agnès BUZYN, ministre des solidarités et de la santé.

Vos travaux, que vous mènerez en lien avec le délégué interministériel à la prévention et à la lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes, devront permettre de mettre en lumière des bonnes pratiques de terrain permettant d'assurer une réinsertion sociale et professionnelle de ces publics éloignés de l'emploi, que ce soit en termes de meilleure application des droits et devoirs incombant à la puissance publique et aux allocataires, de coordination entre les acteurs, d'échanges d'informations, ou encore de modalités d'organisation de l'orientation et de l'accompagnement. Vos travaux devront permettre de mettre en évidence les outils et process existants sur le terrain ou qu'il serait bienvenu de développer afin de permettre la mise en place d'un parcours de réinsertion efficace des bénéficiaires du RSA.

Je souhaite que vos conclusions me soient remises d'ici fin juillet.

Je vous prie de croire, Monsieur le président, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.


Edouard PHILIPPE